



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.868/4
du 3 mars 2026

advies 78.868/4
van 3 maart 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au transport des matières
explosibles par route ou par
chemin de fer concernant
l'adaptation au progrès
scientifique et technique'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende het
vervoer via de weg of per
spoor van ontplofbare stoffen
tot aanpassing aan de
wetenschappelijke en
technische vooruitgang'

Le 3 février 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et de l'Agriculture à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'relatif au transport des matières explosibles par route ou par chemin de fer concernant l'adaptation au progrès scientifique et technique'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 mars 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 mars 2026.

*

Op 3 februari 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Landbouw verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het vervoer via de weg of per spoor van ontplofbare stoffen tot aanpassing aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 maart 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 maart 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

Le projet ne contient pas uniquement des dispositions relatives au transport des matières explosibles par route ou par chemin de fer ¹.

L'intitulé sera revu afin de refléter de manière plus complète le contenu du projet ².

DISPOSITIF

Article 2

La phrase liminaire précisera que l'article 2 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 'portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinement, la détention, le débit, le transport et l'emploi de produits explosifs' a été « modifié par l'arrêté royal du 1^{er} février 2000 ».

Article 4

L'article 4 tend à remplacer l'article 26 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 afin de modifier la procédure d'autorisation des fabriques et dépôts d'explosifs établis par l'État, en supprimant l'avis remis, après enquête, par les autorités communales.

Interrogé sur l'impact éventuel de la disposition en projet sur l'articulation de la compétence fédérale en matière d'autorisation des fabriques et dépôts d'explosifs, avec les compétences régionales et communales, notamment en matière de protection de l'environnement et de police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, le délégué a donné les explications suivantes :

« En ce qui concerne l'article 4 du projet, la procédure d'autorisation qui est modifiée est une procédure fédérale qui ne s'applique que pour les aspects qui relèvent des compétences fédérales et notamment les mesures de police interne des établissements dangereux qui concernent la protection du travail interne des établissements dangereux, la sécurité publique, la sûreté publique (lutte contre les vols et les attentats, ...). Les intérêts fédéraux protégés étant différents des intérêts régionaux, les obligations, la procédure, les classes, les seuils ou les avis à recueillir peuvent être différents que ceux prévus par les

¹ Voir les articles 2 à 4 du projet.

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 14.2.

Régions. Il n'appartient pas à l'autorité fédérale de réglementer des compétences régionalisées (comme la protection de l'environnement et la police externe des établissements dangereux) ou de prévoir des éléments de procédure inutiles pour le fédéral pour la seule raison que cela peut être utile pour l'application des compétences régionales. C'est aux Régions qu'il appartient de prévoir les mesures nécessaires afin de protéger ces intérêts (environnement et établissements dangereux).

Concrètement, les Régions disposent déjà de leurs propres réglementations (autre que l'arrêté modifié) qui prévoient des autorisations pour les établissements dangereux, selon leurs propres critères. Leurs procédures permettent de recueillir les avis pertinents, et notamment ceux des communes et des autorités régionales.

Par conséquent, ces autorités communales et régionales sont, et resteront après la modification de l'arrêté, en mesure d'exercer leurs compétences, notamment en matière de protection de l'environnement et de police des établissements dangereux ».

Article 13

1. L'article 13 déroge aux règles usuelles d'entrée en vigueur en prévoyant une entrée en vigueur le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge*.

S'agissant des dispositions qui n'ont pas pour objet de transposer la directive déléguée (UE) 2025/149 de la Commission du 15 novembre 2024 'modifiant les annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'adaptation au progrès scientifique et technique', l'auteur du projet s'assurera qu'il existe des motifs justifiant une dérogation au droit commun de l'entrée en vigueur des normes réglementaires ³.

2. L'article 13, seconde phrase, prévoit un régime transitoire applicable à l'article 12, c), mais non à l'article 6, alors que ces deux dispositions semblent avoir une portée analogue. L'auteur du projet s'assurera de la cohérence du régime transitoire à cet égard.

*

³ *Ibidem*, recommandation 150.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

Het ontwerp bevat niet enkel bepalingen die betrekking hebben op het vervoer van ontplofbare stoffen via de weg of per spoor.¹

Het opschrift moet worden herzien zodat het een vollediger weergave van de inhoud van het ontwerp vormt.²

DISPOSITIEF

Artikel 2

De inleidende zin moet nader stellen dat artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 ‘houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen’ is “gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 2000”.

Artikel 4

Artikel 4 strekt ertoe artikel 26 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 te vervangen. Bedoeling is de vergunningsprocedure voor door de Staat opgerichte springstoffabrieken en -opslagplaatsen te wijzigen, door niet langer te bepalen dat de gemeentelijke overheden na een onderzoek een advies uitbrengen.

Op de vraag welke impact de ontworpen bepaling kan hebben op de samenhang tussen enerzijds de federale bevoegdheid inzake vergunningen voor springstoffabrieken en -opslagplaatsen, en anderzijds de bevoegdheden van de gewesten en de gemeenten inzake met name de bescherming van het leefmilieu en de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“En ce qui concerne l’article 4 du projet, la procédure d’autorisation qui est modifiée est une procédure fédérale qui ne s’applique que pour les aspects qui relèvent des compétences fédérales et notamment les mesures de police interne des établissements dangereux qui concernent la protection du travail interne des établissements dangereux, la

¹ Zie de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 14.2.

sécurité publique, la sûreté publique (lutte contre les vols et les attentats, ...). Les intérêts fédéraux protégés étant différents des intérêts régionaux, les obligations, la procédure, les classes, les seuils ou les avis à recueillir peuvent être différents que ceux prévus par les Régions. Il n'appartient pas à l'autorité fédérale de réglementer des compétences régionalisées (comme la protection de l'environnement et la police externe des établissements dangereux) ou de prévoir des éléments de procédure inutiles pour le fédéral pour la seule raison que cela peut être utile pour l'application des compétences régionales. C'est aux Régions qu'il appartient de prévoir les mesures nécessaires afin de protéger ces intérêts (environnement et établissements dangereux).

Concrètement, les Régions disposent déjà de leurs propres réglementations (autre que l'arrêté modifié) qui prévoient des autorisations pour les établissements dangereux, selon leurs propres critères. Leurs procédures permettent de recueillir les avis pertinents, et notamment ceux des communes et des autorités régionales.

Par conséquent, ces autorités communales et régionales sont, et resteront après la modification de l'arrêté, en mesure d'exercer leurs compétences, notamment en matière de protection de l'environnement et de police des établissements dangereux."

Artikel 13

1. Doordat artikel 13 bepaalt dat het ontwerp in werking treedt de dag volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, wijkt af het van de gebruikelijke regels van inwerkingtreding.

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat er redenen zijn om af te wijken van het gemene recht inzake de inwerkingtreding van verordeningen, voor wat betreft de bepalingen die niet strekken tot omzetting van de gedelegeerde richtlijn (EU) 2025/149 van de Commissie van 15 november 2024 'tot wijziging van de bijlagen bij Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad om rekening te houden met de wetenschappelijke en technische vooruitgang'.³

2. Artikel 13, tweede zin, voorziet in een overgangsregeling die geldt voor artikel 12, c), maar niet voor artikel 6, terwijl die twee bepalingen een soortgelijke strekking lijken te hebben. De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat de overgangsregeling op dat punt samenhangend is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO

³ *Ibidem*, aanbeveling 150.